Mixité sociale et scolaire, on en parle beaucoup…

Comme l'École est mère et fille de la société, on ne peut que l'évoquer même rapidement quand on parle d'école…

Dans notre société actuelle, le terrible « chacun pour soi » a le vent en poupe et le « à tout le monde » bat de l'aile. Ce « à tout le monde » qui fait peur, ne serait-ce pas le concept d'intérêt général ? Pour rassurer nos contemporains, il faudrait montrer qu'il peut se concevoir comme complémentaire à l'intérêt particulier et non en opposition. L'intérêt général ne permet-il pas à chacun d'être particulier dans une société ? Le Conseil national de la résistance l'avait compris pour la sécurité sociale. Il en est de même avec les libertés. Une liberté individuelle ne peut s'exercer que si les autres membres de la société l'exercent. Si chacun respecte la liberté de l'autre, elle fait alors partie des droits de tous.

Ce « chacun pour soi » se constate dans tous les domaines : santé, logement, vacances, culture… et bien sûr éducation.

Le rêve des économistes libéraux ? Que la responsabilité individuelle l'emporte, avec une société de contrats individuels basés sur des intérêts particuliers piétinant l'esprit de mutualité et d'intérêt général. Alors tant pis pour la sécurité sociale, des contrats individuels d'assurance la remplaceront. Il restera la charité pour les plus démunis.
C'est la fraternité et la solidarité qui sont mises à mal dans ce développement du « chacun pour soi ». Tous les acquis sociaux qui les servent sont qualifiés d'assistanat et sont voués à destruction par les politiques libérales. Quant à leurs destinataires, ils sont stigmatisés « profiteurs » par la droite et « indésirables » en France par l'extrême droite.

Revenons à l'école
Avec le développement du chômage, la raréfaction des emplois, avoir un bon bagage scolaire devient le premier objectif des familles, la concurrence est partout et l'école devient de plus en plus compétitive, laissant de côté un grand nombre d'élèves.
Et cette école compétitive n'a pas de bons résultats, elle n'est efficace que pour les bons et très bons élèves qui représentent une part de plus en plus réduite… notre élite se rétrécit et à l'inverse, la part d'élèves qui peinent à avoir les savoirs de base augmente. C'est un peu comme la richesse, elle est répartie sur un nombre de personnes qui se rétrécit (derniers chiffres la richesse cumulée des 1 % les plus riches de la planète dépassera bientôt celle détenue par les 99 % restants).
Ce constat sur l'école est inquiétant pour l'avenir, car une société n'est pas composée exclusivement d'élite et son développement (dans toutes ses dimensions : démocratiques, économiques, culturelles, scientifiques…) dépend de sa capacité à former, à éduquer à un haut niveau l'ensemble de sa jeunesse et pas seulement l'élite.
De plus, si l'école n'est efficace que pour les bons élèves, on peut penser qu'ils sont bons par tout ce qu'ils ont appris en dehors d'elle. En effet, c'est ce qui passe par les familles qui donne aux enfants les prérequis culturels qui leur permettront de profiter des enseignements scolaires avec succès.
Conscient des inégalités scolaires qu'il produit, notre système éducatif a mis en place une politique d'éducation prioritaire. En réalité, c'est une politique de compensation : elle ne cherche pas à ce que les enfants des familles les plus défavorisés ne soient pas concentrés dans les mêmes établissements, mais elle cherche surtout à compenser les effets de ces concentrations et elle cible les territoires les plus en difficulté.

Et la mixité sociale et scolaire dans cet environnement sociétal ?
Il est possible d'améliorer la mixité sociale dans les établissements en améliorant les cartes scolaires, les moyens de transport pour les déplacements, les temps d'enseignement et de vie scolaire pour améliorer les résultats et le climat et ainsi ne pas nourrir les envies de fuite… mais ce

n’est pas suffisant, il faut aussi veiller à la mixité scolaire dans les établissements, une ségrégation encore plus visible pour les jeunes puisque le système trie devant eux. Le sentiment d’injustice est alors très fort et nuit vivement aux travail et au climat scolaire… et le défaitisme gagne un certain nombre d’élèves qui décrochent.

Ne rêvons pas, pour faire vivre l’intérêt général à l’école, il faut que les intérêts particuliers s’y retrouvent…

Et c’est possible ! Des pratiques et des organisations pédagogiques différentes le permettraient.

Notre système éducatif a des œillères, il ne voit pas (ne cherche pas à voir ?) les établissements, les équipes et les enseignants qui expérimentent d’autres organisations et d’autres pratiques pédagogiques pour en mesurer et tirer les effets réels positifs qui nourriraient ses politiques, ses réformes et ainsi les rendraient légitimes, un statut indispensable pour que les professionnels de terrain y adhèrent.

Ces pratiques pédagogiques dites innovantes sont expérimentées depuis plus d’un siècle, mais profitent à un tout petit nombre d’enfants. Alors quand on entend aujourd’hui que les « pédagogues » appelés vulgairement « pédagogistes » sont responsables de l’état de notre école, on ne peut que rêver que cela devienne une réalité et que leurs pratiques soient généralisées ! La réalité est plus triste, les mouvements pédagogiques sont tenus éloignés des lieux de formation, on trouve certes les écrits de leur fondateur sur les rayons « histoire de l’éducation » des bibliothèques, mais guère d’interventions en chair et en os entre ses murs et de propositions de stages pour les étudiants dans leurs classes !

Une volonté politique serait utile : populariser ces pratiques pour donner envie, susciter des vocations d’enseignants, on en manque tant !

Pourtant on sait – dans différentes études universitaires, dans certains systèmes éducatifs étrangers –, que la coopération, l’absence de compétition, le droit à l’erreur (indispensable étape à l’apprentissage et le droit de refaire), le choix d’une évaluation qui valorise au lieu de juger et de sélectionner, la continuité des enseignements sans rupture annuelle, le mélange des âges et des niveaux scolaires, une orientation tardive, des disciplines qui se croisent, des situations pédagogiques qui permettent l’investissement, l’engagement de chaque élève… donnent des résultats et pour tous les enfants qu’ils soient de milieux favorisés ou non.

Mais notre système pratique toujours : la compétition dès la maternelle, l’évaluation notée et comparative tout au long de la scolarité, la stigmatisation des erreurs avec le sentiment d’être nul dès le CP, les ruptures annuelles, le cloisonnement des disciplines, la transmission verticale, l’orientation précoce, les séries prestigieuses (C par exemple…).

Que faire ?

Insister, montrer, produire, expérimenter et le faire savoir, former, susciter l’envie… investir les établissements scolaires, les lieux de formation, les institutions… et ainsi rendre incontournable notre partenariat éducatif et pédagogique.

C’est ce que fait le mouvement Freinet au national, mais aussi dans les régions et les départements. C’est ce qui rend pertinent le CAPE (Collectif des associations partenaires de l’École publique) avec toute la richesse de ses organisations.